2. *Demande instamment* à toutes les parties directement intéressées d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, comme moyen de promouvoir cet objectif;

3. *Recommande* que les Etats Membres visés au paragraphe 1 ci-dessus, en attendant la création de la zone exempte d'armes nucléaires placée sous un système efficace de garanties :

a) Proclament solennellement et sans délai leur intention de s'abstenir, sur une base de réciprocité, de fabriquer, d'acquiescer ou de posséder de toute autre manière des armes nucléaires et des dispositifs explosifs nucléaires, et de permettre à toute tierce partie de placer des armes nucléaires sur leur territoire ou le territoire relevant de leur juridiction;

b) S'abstiennent, sur une base de réciprocité, de toute autre action qui faciliterait l'acquisition, l'expérimentation ou l'utilisation de telles armes, ou qui serait préjudiciable de toute autre manière à l'objectif de la création, dans la région, d'une zone exempte d'armes nucléaires placée sous un système efficace de garanties;

4. *Recommande* aux Etats dotés d'armes nucléaires de s'abstenir de toute action contraire à l'objet de la présente résolution et à l'objectif de la création, dans la région du Moyen-Orient, d'une zone exempte d'armes nucléaires placée sous un système efficace de garanties, et de prêter leur concours aux Etats de la région dans les efforts qu'ils font pour promouvoir cet objectif;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente et unième session la question intitulée "Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient".

2437^e séance plénière
11 décembre 1975

3475 (XXX). Interdiction d'agir sur l'environnement et le climat à des fins militaires et autres fins hostiles incompatibles avec le maintien de la sécurité internationale, le bien-être et la santé de l'être humain

L'Assemblée générale,

Rappelant que, dans sa résolution 3264 (XXIX) du 9 décembre 1974, elle a prié la Conférence du Comité du désarmement de parvenir, le plus tôt possible, à un accord sur le texte d'une convention sur l'interdiction d'agir sur l'environnement et le climat à des fins militaires et autres fins hostiles,

Convaincue que la conclusion d'une telle convention permettrait d'éviter à l'humanité les dangers qu'il pourrait y avoir à utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires et autres fins hostiles, et contribuerait par là à renforcer la paix et à prévenir la menace de guerre,

Convaincue aussi qu'une telle convention ne devrait pas compromettre l'utilisation de techniques de modification de l'environnement à des fins pacifiques, lesquelles devraient contribuer à la préservation et à l'amélioration de l'environnement pour le bien des générations actuelles et à venir,

Tenant compte des parties du rapport de la Conférence du Comité du désarmement⁴² qui ont trait à cette question,

⁴² Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément n° 27 (A/10027).

Notant avec satisfaction que les délégations de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et des Etats-Unis d'Amérique ont soumis à la Conférence du Comité du désarmement des projets de convention identiques sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles⁴³ et que d'autres délégations ont fait des suggestions et formulé des observations préliminaires au sujet de ces projets,

1. *Prie* la Conférence du Comité du désarmement de poursuivre les négociations en tenant compte des propositions et suggestions qui ont déjà été faites ainsi que des débats de l'Assemblée générale sur la question, en vue de parvenir à bref délai, si possible au cours de la session que le Comité tiendra en 1976, à un accord sur le texte d'une convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou autres fins hostiles, et de présenter à l'Assemblée, pour examen lors de sa trente et unième session, un rapport spécial sur les résultats obtenus;

2. *Prie* le Secrétaire général de communiquer à la Conférence du Comité du désarmement tous les documents relatifs à l'examen que l'Assemblée générale, lors de sa trentième session, a consacrés à la question intitulée "Interdiction d'agir sur l'environnement et le climat à des fins militaires et autres fins hostiles incompatibles avec le maintien de la sécurité internationale, le bien-être et la santé de l'être humain";

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente et unième session une question intitulée "Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles : rapport de la Conférence du Comité du désarmement".

2437^e séance plénière
11 décembre 1975

3476 (XXX). Proclamation et création d'une zone dénucléarisée en Asie du Sud

A

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3265 A (XXIX) du 9 décembre 1974 dans laquelle l'Assemblée générale, tout en reconnaissant, entre autres choses, que la création de zones exemptes d'armes nucléaires pourrait servir la cause du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, a estimé qu'il convenait que l'initiative de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans une région appropriée de l'Asie provienne des Etats de la région intéressée, compte tenu des caractéristiques qui lui sont propres et de son étendue géographique,

Prenant note avec satisfaction de l'étude complète de la question des zones exemptes d'armes nucléaires sous tous ses aspects⁴⁴ à laquelle a procédé le Groupe spécial d'experts gouvernementaux sous les auspices de la Conférence du Comité du désarmement,

Ayant pris en considération le principe fondamental unanimement accepté par les experts suivant lequel, partout où les conditions appropriées sont réunies pour une zone exempte d'armes nucléaires, l'initiative de la création d'une telle zone devrait provenir des Etats de la région intéressée, leur participation devant être volontaire,

⁴³ *Ibid.*, annexe II, documents CCD/471 et CCD/472.

⁴⁴ *Ibid.*, Supplément n° 27A (A/10027/Add.1), annexe I.